

# AVEC LES FAMILLES DES HAUTES-ALPES, CONSTRUIRE ENSEMBLE DES SOLUTIONS POUR VIVRE MIEUX !

DÉMARCHE UDAF  
ET PARTENAIRES

# MOBILITÉ

## *Constats issus des résultats de l'enquête familles de l'Udaf et des travaux en atelier :*

Les familles participantes ont fait en premier lieu le constat d'une forte dépendance à la voiture à usage individuel sans véritable choix des modes de transports pour une grande part de la population des Hautes-Alpes.

Montagnard et rural, éloigné des centres de décisions et situé à la périphérie des grands réseaux routiers et ferroviaires, le département des Hautes-Alpes, dont les axes principaux sont souvent engorgés, apparaît assujéti à des contraintes qui s'opposent à une mobilité fluide et durable.

A cette situation géographique particulière viennent s'ajouter un manque d'optimisation des transports collectifs (parfois aussi chronophages que la voiture), et un déficit de visibilité des offres existantes.

Préoccupées par ces difficultés et soucieuses des impacts du rejet des gaz à effet de serre sur le climat, les familles ont clairement exprimé le besoin de repenser et gérer les dispositifs de mobilité dont elles disposent et de prendre part à leur transformation. Si la réduction des émissions de CO2 s'impose comme une visée centrale, on reconnaît en même temps la nécessité d'un bouleversement profond des habitudes et d'une implication conjointe des familles et des pouvoirs publics.

**« BOÎTE À IDÉES » POUR UNE MOBILITÉ À REPENSER • 3 AXES**

## AXE 1

### Un environnement et des infrastructures à transformer

- Réorganiser les dessertes de train et rendre accessible les installations aux personnes à mobilité réduite.
- Sécuriser les routes et favoriser les mobilités actives : voies piétonnes aux abords des écoles et des axes routiers, voies cyclables, voies vertes
- Favoriser l'auto-partage : développement des parcs-automobile partagés et des transports en taxi partagé
- Développer le covoiturage au niveau communal et sur les trajets domicile-travail
- Expérimenter les dispositifs d'auto-stop sécurisés de type «Réso-pouce»

CONSTATS	PROPOSITIONS	ACTIONS	BESOINS	ASSO & CONTACT
Infrastructure ferroviaire présente et sous-utilisée	Faire circuler des navettes ferroviaires sur les heures du domicile/ travail		Engagement des politiques à soutenir le projet et à accepter de prendre part à une table ronde avec les élus concernés	<b>MOBIL'HAUTES-ALPES + CEFV*</b> <b>Alexandra POURROY</b> 06 88 02 35 20 mobilhautesalpes@gmail.com
IDEM + pour que le TER soit utilisé, il faut une offre "suffisante" avec cadence et amplitude horaire. Les temps de trajets sont exagérément longs	S'appuyer sur les besoins pour proposer une offre a minima cadence horaire, + horaires de travail intensifiés, cesser les marges de "détente" dont le seul but est de ne pas payer de pénalité	Nombreux courriers restés sans réponses	Une véritable concertation avec les usagers pour proposer une offre digne de ce nom. SNCF voyageur est un prestataire, le cahier des charges doit être élaboré par les usagers et l'AOT, et appliqué	
Manque de points d'arrêts sur la ligne des Alpes pour répondre aux besoins des citoyens	Ouvrir des haltes ferroviaires dans les villages de La Roche des Arnauds, La Freissinouse, La Batie Neuve et Savines le Lac + création d'un arrêt en bord de lac		Engagement des politiques à soutenir le projet et à accepter de prendre part à une table ronde avec les élus concernés	<b>MOBIL'HAUTES-ALPES</b> <b>Alexandra POURROY</b> 06 88 02 35 20 mobilhautesalpes@gmail.com
Manque d'infrastructures vélo	Création d'infrastructures vélo, notamment pour relier les gares			
Non adaptation des modes de transport en commun aux PMR	Proposer de l'infrastructure favorisant l'autonomie des PMR			

\*Collectif de l'Étoile Ferroviaire de Veynes

## AXE 1 (RAPPEL)

### Un environnement et des infrastructures à transformer

- Réorganiser les dessertes de train et rendre accessible les installations aux personnes à mobilité réduite.
- Sécuriser les routes et favoriser les mobilités actives : voies piétonnes aux abords des écoles et des axes routiers, voies cyclables, voies vertes
- Favoriser l'auto-partage : développement des parcs-automobile partagés et des transports en taxi partagé
- Développer le covoiturage au niveau communal et sur les trajets domicile-travail
- Expérimenter les dispositifs d'auto-stop sécurisés de type «Réso-pouce»

## CONSTATS

Le TER est adapté aux PMR, sous réserve de la présence de personnel en gare

Les itinéraires cyclables du département se concentrent sur l'aspect sportif (ascension de cols par exemple) et négligent complètement les besoins des familles

## PROPOSITIONS

Lutter contre la fermeture des gares et la suppression du personnel

Développer dans le département les itinéraires vélos sécurisés accessibles au plus grand nombre. Entre les villes d'une part, pour les mobilités du quotidien, et entre ces dernières et les espaces de loisir des familles (lac de Serre-Ponçon par exemple) d'autre part

## ACTIONS

Mise en place de la V862 (La Durance à Vélo). Notre objectif reste cependant que l'itinéraire soit accessible par les familles, ce qui n'est pas le cas de ce premier tracé

## BESOINS

Établir des "axes verts" où toute personne PMR serait susceptible de voyager sans demande préalable ou réservation

Engagement des politiques à soutenir le projet et à accepter de prendre part à une table ronde avec les élus concernés

## ASSO & CONTACT

### CEFV\*

Nicole TAGAND

06 86 89 98 05

contact@

etoileferroviairedeveynes.info

### MOBIL'IDÉES

Clément LINAS

06 28 36 26 35

contact@mobilidees.org

\*Collectif de l'Étoile Ferroviaire de Veynes

## AXE 2

### Développer l'intermodalité des transports

- Organiser l'intermodalité sur le territoire entre les transports collectifs et individuels
- Rendre cette intermodalité visible et accessible au moyen d'une plate-forme web «mobilités»

CONSTATS	PROPOSITIONS	ACTIONS	BESOINS	ASSO & CONTACT
Trains peu présents vs bus, emport des vélos impossibles en train	Partout où il y a une voie ferrée, faire rouler des trains en regroupant les centaines de lignes de bus autour d'un tronçon commun		État des lieux des circulations bus pour en faire un tronçon commun Réorganiser autour du train la desserte des territoires	<b>CEFV*</b> <b>Nicole TAGAND</b> 06 86 89 98 05 contact@etoileferroviairedeveynes.info
Peu de lieux permettant l'intermodalité	Créer systématiquement des pôles multimodaux autour des gares		Engagement des politiques présents à soutenir le projet et à accepter de prendre part à une table ronde avec les élus concernés	<b>MOBIL'HAUTES-ALPES</b> <b>Alexandra POURROY</b> 06 88 02 35 20 mobilhautsalpes@gmail.com
Contraintes importantes de déplacement pour les personnes âgées et/ou handicapées entraînant isolement social	Mettre en place des services non urbains. Créer un service de transport à la demande (TAD)		Étude de faisabilité sur le département	<b>UNAFAM 05</b> <b>Véronique ELIOT</b> 06 70 51 68 68 05@unafam.org
Grande difficulté à passer du vélo à un autre mode de transport	Vélo → car : Équiper les cars SNCF et les LER de racks à vélos, qui permettraient un transport gratuit de ces derniers, à l'instar de ce qui est fait dans les TER. Vélo → train : doter les gares du département de box à vélos sécurisés		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engagement de la Région pour les LER d'une part, et de la SNCF via ses prestataires pour les cars de substitution d'autre part à équiper les véhicules en vue du transport gratuit de vélos non démontés dans les cars.</li> <li>• Engagement de la Région (projet en cours) en faveur de la dotation de box sécurisés dans toutes les gares</li> </ul>	<b>MOBIL'IDÉES</b> <b>Clément LINAS</b> 06 28 36 26 35 contact@mobilidees.org

\*Collectif de l'Étoile Ferroviaire de Veynes

## AXE 3

### Accompagner au changement dans l'entreprise (et autres entités collective)

- Mettre en place un plan mobilité d'entreprise, ou un plan mobilité inter-entreprises (ou inter-administrations) qui traite des modalités de déplacements de l'ensemble des agents, y compris du déplacement domicile-travail
- Créer des parcs de véhicules d'entreprise «zéro CO2» (voitures, vélos électriques, vélos, etc.)
- Adapter les horaires et faciliter l'accès au télétravail
- Encourager le recours aux transports collectifs
- Inciter à l'usage des nouvelles mobilités : covoiturage, auto-partage, mobilités actives (y compris par des formations de type «remise en selle», etc.)

## CONSTATS

Les entreprises des Hautes-Alpes seraient intéressées par la mise en place d'actions en faveur de déplacements plus efficaces et durables de la part de leurs salariés, mais manque de renseignements et d'incitation politique

Plan de mobilité peu développés dans les entreprises de plus de 100 salariés. On subventionne seulement les abonnements

## PROPOSITIONS

Aider les entreprises, en relation avec les associations compétentes, à connaître les déplacements de leurs salariés et à mettre en place des mesures en faveur de nouvelles mobilités

Accompagner / sensibiliser les entreprises à la mise en place de ce plan en créant un rôle de conseiller mobilité

## ACTIONS

Enquête sur les déplacements des salariés des entreprises de l'ESS de l'agglomération Gap-Tallard-Durance (2018)

## BESOINS

- Soutien et volonté des chefs d'entreprise pour relancer la démarche pour favoriser d'autres modes de déplacement des salariés que la voiture à usage individuel
- Incitation des pouvoirs publics vers les entreprises

## ASSO & CONTACT

**MOBIL'IDÉES**  
Simon VITORGE  
07 81 96 04 30  
contact@mobilidees.org

**MOBIL'HAUTES-ALPES**  
Alexandra POURROY  
06 88 02 35 20  
mobilhautesalpes@gmail.com

# MOBILITÉ

## AXE 3 (RAPPEL)

### Accompagner au changement dans l'entreprise (et autres entités collective)

- Mettre en place un plan mobilité d'entreprise, ou un plan mobilité inter-entreprises (ou inter-administrations) qui traite des modalités de déplacements de l'ensemble des agents, y compris du déplacement domicile-travail
- Créer des parcs de véhicules d'entreprise «zéro CO2» (voitures, vélos électriques, vélos, etc.)
- Adapter les horaires et faciliter l'accès au télétravail
- Encourager le recours aux transports collectifs
- Inciter à l'usage des nouvelles mobilités : covoiturage, auto-partage, mobilités actives (y compris par des formations de type «remise en selle», etc.)

## CONSTATS

Manque d'information et de leviers d'action des foyers du territoire pour tendre vers une sobriété énergétique et une mobilité durable

Un accroissement très fort de la pratique cycliste qui se traduit par une augmentation de l'exposition aux risques. Un comportement pas toujours adapté des usagers de la route, y compris les cyclistes, qui augmente les risques et la gravité des accidents à vélo

## PROPOSITIONS

Accompagner les foyers à mieux comprendre et se saisir des enjeux locaux de la mobilité et les aider à adopter des modes de déplacement plus doux

Favoriser l'exercice d'une pratique sécurisée

## ACTIONS

Ateliers conviviaux, visites et interventions de professionnels, suivi des foyers, de leurs consommations et déplacements, balades à vélo, soutien à la création de plateformes de covoiturage locaux

Engagement dans la charte "savoir rouler à vélo"  
Nous, partenaires de cette mesure, nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour généraliser le déploiement du programme afin que les jeunes puissent acquérir une réelle autonomie à vélo pour l'entrée au collège

## BESOINS

- Portage par des collectivités de ces défis (commune, EPCI, département) et délégation de l'animation à des associations ou structures relais
- Financement de ces accompagnements et soutien au suivi des foyers
- Œuvrer à la mise en place d'infrastructures de mobilité durable et aides financières des foyers (vélo, train...)
- Créer plus de liens entre acteurs "relais" proches des foyers (CCAS, centres sociaux...) et associations (formations, accompagnement....)

- Une promotion active du programme "savoir rouler à vélo" et plus généralement la mise en œuvre du plan vélo et mobilités actives
- Un soutien des associations qui œuvrent au déploiement du dispositif
- L'élaboration et la mise en œuvre des schémas directeurs cyclables dans les collectivités
- Le déploiement d'infrastructures cyclables pour résorber les discontinuités d'itinéraires
- La mise à disposition par les communes des structures nécessaires au besoin de la formation du public ciblé

## ASSO & CONTACT

### ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ CPIE HAUTE-DU-RANCE "DÉFI DÉCLICS ÉNERGIE ET MOBILITÉ"

Marie  
KREMENTCHOUTZKY  
Chargée de mission  
06 69 38 51 09  
marie.kremen@cpie-hautedurance.org

MGEN  
Magali  
VILLARD-MAZZOLA  
déléguée MGEN  
06 70 70 98 00  
mvillard-mazzola@mgen.fr

# MOBILITÉ

# ALIMENTATION

## *Constats issus des résultats de l'enquête familles de l'Udaf et des travaux en atelier :*

### **La situation paradoxale des Hautes-Alpes**

Premier département de France en surface agricole en production bio, troisième département consommateur de produits issus de l'agriculture biologique, les Hautes-Alpes disposent d'une offre alimentaire diversifiée et de qualité avec 44% de producteurs engagés dans des circuits courts.

Malgré cette situation favorable, 75% des achats alimentaires se font aujourd'hui en grande surface et l'accès à une alimentation saine, équilibrée et respectueuse de l'environnement demeure encore lointain et complexe pour beaucoup de consommateurs.

Pour y remédier et faire évoluer le modèle alimentaire dominant, les familles considèrent que des choix différents sont possibles tant au niveau collectif, individuel, que politique.

**« BOÎTE À IDÉES » POUR UNE ALIMENTATION DIFFÉRENTE • 4 AXES**



## AXE 1

### Prendre conscience des enjeux de l'alimentation

- S'interroger sur les enjeux globaux de l'alimentation : économie, maintien de la biodiversité, santé et bien-être (humain et animal)
- Changer les habitudes alimentaires et accompagner vers produire, consommer et acheter autrement afin de préserver notre bien commun pour le futur
- Reconnaître la dimension culturelle des comportements alimentaires et la possibilité individuelle et collective d'infléchir le cours de nos habitudes

## CONSTATS

Partage des constats remontés des familles et professionnels/structures  
Priorité de santé publique (PNNS 4)

Pour bon nombre de personnes, bien manger est très coûteux, et notamment quand on souhaite manger des produits bio

## PROPOSITIONS

- Poursuite de l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire pour permettre aux populations d'avoir accès à une alimentation équilibrée, et ainsi tendre vers les repères de consommation.
- Mobiliser les collectivités sur l'importance de la nutrition comme déterminant majeur de santé et à soutenir le développement d'actions locales cohérentes avec le cadre national (dont le PNNS 4) et les priorités de santé de notre territoire

Venir expérimenter la cuisine collectivement pour favoriser l'autonomie des personnes dans leurs choix d'alimentation

## ACTIONS

- Information - communication
- Mise à disposition de ressources documentaires validées et actualisées
- Éducation nutritionnelle dès le plus jeune âge et tout au long de la vie
- Formations
- Échanges de pratiques/ accompagnement des acteurs bénévoles et professionnels, élus
- Concertation/ coordination et développement de partenariats
- Participation à l'élaboration de politiques publiques (dont les Projets alimentaires Territoriaux-PAT)
- Organisation de cantines, mais aussi de "cafés menus"
- Transparence par l'affichage des coûts des produits (environ 3,5€ pour un repas complet) ainsi que des fournisseurs

## BESOINS

- Mobilisation et engagement des communes - signature de la charte Villes Actives PNNS
- Volonté politique et soutien d'actions locales de promotion de la santé nutritionnelle
- Développer des Contrats Locaux de Santé (CLS) ou Contrats territoriaux de santé (CTS)
- S'inscrire/contribuer au Projet Territorial Alimentaire Départemental (PAT)
- Poursuivre la concertation/ coordination des acteurs et actions

## ASSO & CONTACT

### CODES05

**Pascale MELOT, Directrice**

04 92 53 58 72

07 57 40 77 36

pascale.melot@codes05.org

### CHEZ BERNIE

**Patrick MAC-LEAN et**

**Juliette BOHLAND**

06 83 50 54 32

cantinechezbernie@protonmail.com

## AXE 1 (RAPPEL)

### Prendre conscience des enjeux de l'alimentation

- S'interroger sur les enjeux globaux de l'alimentation : économie, maintien de la biodiversité, santé et bien-être (humain et animal)
- Changer les habitudes alimentaires et accompagner vers produire, consommer et acheter autrement afin de préserver notre bien commun pour le futur
- Reconnaître la dimension culturelle des comportements alimentaires et la possibilité individuelle et collective d'infléchir le cours de nos habitudes

CONSTATS	PROPOSITIONS	ACTIONS	BESOINS	ASSO & CONTACT
Les personnes se retrouvent concernées par les questions d'alimentation et de santé lorsqu'elles attendent un enfant et qu'elles deviennent parents	Permettre aux futurs et jeunes parents d'accéder à l'information, d'exprimer leurs préoccupations et leurs idées sur les questions d'alimentation et de santé	Organisation de temps d'échanges entre parents sur les questions d'alimentation et de santé, pour eux (femmes enceintes et allaitantes particulièrement) et pour les bébés (diversification alimentaire de leur enfant)	Conserver les financements de l'ARS et du REAAP (appels à projets annuels), qui permettent actuellement d'organiser ces temps d'échange, et de les animer par des professionnels	<p><b>GRANDIR ICI</b>  <b>Mathilde CRAMET, Saran KABA, Chloée CRESTEAUX</b>  <b>Co-présidentes de l'association Grandir ici</b>            07 63 42 47 92            (Mathilde Cramet)            informations@lecafedesfamilles.fr</p> <p><b>ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ CPIE HAUTE-DURANCE "DE LA TERRE À L'ASSIETTE"</b>  <b>Marie TERRASSE</b>  <b>Educatrice au Développement Durable</b>            07 63 64 55 01            marie.terrasse@cpiе-hautedurance.org</p> <p><b>ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ CPIE HAUTE-DURANCE</b>  <b>Marie KREMENTCHOUTZKY</b>            Chargée de mission            06 69 38 51 09            marie.kremen@cpiе-hautedurance.org</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de connaissances et de visibilité auprès des habitants</li> <li>• Manque de lien et de dialogue entre acteurs locaux de l'alimentation</li> </ul>	Permettre aux enfants et leur famille de connaître et comprendre les enjeux et professionnels locaux pour une alimentation durable. Créer du lien et du dialogue entre acteurs pour une relocalisation de l'alimentation (élus, restau co, producteur)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interventions scolaires sur l'alimentation locale et saine et visites de producteurs locaux</li> <li>• Ateliers d'échanges entre élus / producteurs / professionnels de la restauration collective pour créer liens et partenariats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancrer ces projets pluri-acteurs et la mise en place locale du Programme Alimentaire Territorial (PAT)</li> <li>• Œuvrer et soutenir la relocalisation de l'alimentation par des partenariats restauration co - production locale</li> </ul>	
Manque de connaissances des enfants, leur famille et les personnels de la restauration collective autour de l'alimentation durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner les professionnels de la restauration collective dans l'adoption d'une alimentation saine, bio, locale et de saison</li> <li>• Sensibiliser les enfants à une alimentation plus durable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ateliers ludiques sur les temps de cantines</li> <li>• Outiller et accompagner les professionnels de la restau co hors et pendant les pauses méridiennes</li> </ul>	Soutenir et financer ces accompagnements en restauration collective auprès des enfants et des personnels (animations, formations...)	

# ALIMENTATION

## AXE 2

### Rendre accessible les produits alimentaires et l'information sur les produits

- Exiger l'accès de tous à une alimentation de qualité (notamment en restauration collective)
- Faire connaître les initiatives alimentaires citoyennes : circuits courts, glanage...
- Rendre plus claires (en s'inspirant par exemple de la démarche Nutri-Score) les informations affichées sur les produits : composition, effet sur la santé, provenance et conditions de production
- Renforcer la visibilité du bio et du local

## CONSTATS

- Diminution du lien social du fait de la crise sanitaire - Besoin d'accompagnement des familles sur l'alimentation (plus responsable, moins carnée, équilibrée dans son budget)
- Besoin de coopération et de s'ouvrir à d'autres publics
- Producteur.trices qui ont des surplus de production

- Partage les constats de Chez Bernie
- Une offre de restauration et d'activités autour de la cuisine répond aux besoins du public du café et renforce l'attractivité de ce dernier

L'éducation à une bonne alimentation joue un rôle préventif considérable face au développement de certaines maladies tout en participant au maintien d'un esprit sain

## PROPOSITIONS

- Redonner envie de cuisiner : propositions de recettes simples et à la portée de tous
- Accompagnement des personnes à cuisiner autrement dans le faire soi-même. Mise à disposition d'informations (recettes, origine des produits, coûts)
- Regroupement de structures dans un même lieu et développement de l'itinérance
- Mettre en lien producteurs, transformateurs et consommateurs

- Partage les propositions de Chez Bernie
- Proposer une restauration de qualité et à prix accessible au public du café des familles
- Proposer des activités parents-enfants autour de la cuisine au café des familles

Faire comprendre le rôle d'une alimentation saine pour être en bonne santé

- Faire intégrer les bonnes habitudes alimentaires dès le plus jeune âge
- Faire comprendre l'impact de notre alimentation sur notre environnement

## ACTIONS

- Organisation de cantines participatives pour réfléchir en expérimentant ensemble à son alimentation
  - Menus à prix libre et éclairé
  - Mise à disposition de recettes
- Organisation d'animations communes aux publics des structures du tiers-lieu
- Communication auprès des producteur.rices et mise en place d'un système de récupération de produits, valorisation de ceux-ci auprès des consommateurs

Mise en place d'une cantine participative au café des familles dans le cadre d'un partenariat Grandir ici / Chez Bernie

Organisation d'ateliers, de webinaires, publications d'articles sur un site dédié à la prévention, mise à disposition d'outils pédagogiques (ADOSEN)

## BESOINS

- Besoin de visibilité auprès des acteurs accueillant du public (associations, centres de formation, organisateurs d'événements socio-culturels...)
- Moyens financiers et prêt de matériel pour développer le projet sur le département
- Accompagnement au montage de projet pour solliciter des bailleurs

Soutenir le projet d'évolution du café des familles vers un tiers-lieu permettant de croiser des mondes qui ne se seraient pas rencontrés par ailleurs et de favoriser des échanges grâce aux animations et événements mis en place

## ASSO & CONTACT

**CHEZ BERNIE**  
Patrick MAC-LEAN et  
Juliette BOHLAND  
06 83 50 54 32  
cantinechezbernie@protonmail.com

**GRANDIR ICI**  
Mathilde CRAMET,  
Saran KABA, Chloé  
CRESTEAUX  
Co-présidentes de  
l'association Grandir ici  
07 03 42 47 92  
(Mathilde Cramet)  
informations@lecafedesfamilles.fr

**MGEN**  
Magali  
VILLARD-MAZZOLA  
déléguée MGEN  
06 70 70 98 00  
mvillard-mazzola@mgen.fr

## AXE 3

### Valoriser l'émergence de nouveaux usages liés à l'alimentation

- Encourager les conversions vers une agriculture éthique et respectueuse du vivant
- Accompagner les familles vers des choix budgétaires qui prennent en compte l'impact de l'alimentation sur la santé, l'environnement et les conditions de vie des producteurs
- Rendre désirable ou « tendance » le changement de nos comportements de consommateurs : achats en circuits courts, produits locaux, de saison, choix d'une alimentation moins carnée, attention portée à la qualité des produits transformés industriellement, etc.

#### CONSTATS

- Manque d'information et de levier d'action des familles du territoire pour manger davantage bio, local et de saison
- Manque d'appropriation de son alimentation et de ses enjeux (sanitaires, environnementaux, économiques, sociaux...)

#### PROPOSITIONS

Accompagner les foyers du territoire dans l'adoption d'une alimentation plus durable sans augmenter leur budget

#### ACTIONS

Ateliers conviviaux, visites de producteurs locaux, balades cueillette en montagne, ateliers cuisine (nutrition, zéro déchets, diversification protéique...), distribution de kits (recettes, conseils...)

#### BESOINS

- Portage par des collectivités de ces défis (commune, EPCI, département) et délégation de l'animation à des associations ou structures relais
- Financement de ces accompagnements et soutien au suivi des foyers
- Créer plus de liens entre acteurs "relais" proches des foyers (CCAS, centres sociaux...) et associations (formations, accompagnement...)

#### ASSO & CONTACT

##### ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ CPIE HAUTE-DURANCE "DÉFI FOYERS À ALIMENTATION POSITIVE"

Marie TERRASSE  
Educatrice au Développement Durable  
07 63 64 55 01  
marie.terrasse@cpie-hautedurance.org

## AXE 4

Développer, soutenir et diversifier la transformation locale

### CONSTATS

- Manque d'information, d'envie et de temps pour se réapproprier la production et transformation de son alimentation
- Manque de visibilité des circuits courts et transformations locales (fromageries, conserveries...)

### PROPOSITIONS

Accompagner les foyers du territoire à la réappropriation de son alimentation et valoriser les acteurs locaux de la production et de la transformation

### ACTIONS

- Rencontres, visites et ateliers pour une alimentation locale, saine, bio et de saison
- Animations auprès des foyers de transformation et conservation de ses aliments
- Valorisation des acteurs locaux et des circuits courts de transformation (maraîchère, laitière, animale...)

### BESOINS

- Portage par des collectivités de ces défis à destination des foyers du territoire (commune, EPCI, département) et délégation de l'animation à des associations ou structures relais
- Soutien des associations d'accompagnement et de valorisation de la production et transformation alimentaire locale
- Soutenir financièrement et via des outils concrets (plateforme, espaces de vente...) le développement de structures de transformation locale et les rendre visibles auprès des consommateurs du territoire (conserveries, fromageries, abattoirs, séchages, etc)

### ASSO & CONTACT

#### ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ CPIE HAUTE-DURANCE "DÉFI FOYERS À ALIMENTATION POSITIVE"

Marie TERRASSE  
Educatrice au Développement Durable  
07 63 64 55 01  
marie.terrasse@cpie-hautedurance.org

# ACCÈS DES SERVICES AU PUBLIC

## Constats issus des résultats de l'enquête familles de l'Udaf et des travaux en atelier :

Dans un département rural comme les Hautes-Alpes, l'accessibilité des services au public est considérée par les familles comme une question incontournable tant sont nombreux les aspects de la vie courante qui en sont tributaires : santé, éducation, vie culturelle, emploi, formation, transport, prestations sociales, etc.

Corrélée à celle des mobilités, mais aussi à l'aspiration des habitants à prendre part aux transformations de leur environnement, la question s'impose aussi bien à l'utilisateur d'un service qu'à l'organisme qui en a la charge, en particulier à chaque fois que ce service s'éloigne de l'utilisateur ou paraît se dégrader. Il en est de même, a fortiori, quand la « dématérialisation » des services et la disparition de tout contact humain conduisent à l'exclusion, et rompent, de fait, le principe d'universalité qui s'attache à l'idée même de service au public.

Au fil des ans et face au retrait continu des services au public, les territoires des Hautes-Alpes se sont dotés d'organismes intermédiaires susceptibles de réduire les difficultés rencontrées par les usagers : maisons France Services ou maison des services au public, espaces publics numériques, maisons de santé, etc. Reste à connaître les limites de ces dispositifs inclusifs dont la récente mise en œuvre témoignent à tout le moins de l'acuité du problème.

## « Boîte à idées » pour des services au public conformes aux attentes des usagers

### AXE 1 • Des changements générateurs d'incertitudes

- prendre en compte les craintes consécutives au retrait d'un service (école, établissement culturel, centre médical ou trésorerie par exemple) : sentiment de privation de droits, confusion
- prendre en compte l'impact économique : report des coûts sur l'utilisateur (gestion des procédures, impression de documents, transport, etc.)
- s'interroger sur les limites de la polyvalence des agents des maisons France service et des maisons de services au public.

### AXE 2 • Préserver la place de l'humain

- faire en sorte que les changements ne soient pas subis et prêter attention aux interpellations des usagers au sujet du fonctionnement d'un service
- inclure a priori les usagers d'un service dans la définition et le suivi des transformations (création de groupes thématiques de citoyens experts)
- limiter la dématérialisation des actes de service
- garantir à tout usager qui le demande le droit à l'intervention d'un interlocuteur humain

### AXE 3 • Veiller d'abord à l'accessibilité pour tous partout

- ouvrir des maisons des services au public sur l'ensemble du territoire, y compris à Gap
- réduire l'éloignement des points d'accès aux services au public (aujourd'hui une part importante de la population du département réside à plus de 30 minutes en voiture d'un dispositif de type MSAP)
- rendre ces espaces accueillants pour tous les publics pour ne pas laisser penser qu'ils ne s'adressent qu'aux personnes démunies
- adapter les amplitudes horaires d'ouverture des services aux disponibilités effectives des usagers
- accompagner toute dématérialisation d'informations ou de procédures en recensant précisément les usagers qu'elle exclue (personnes non formées, allophones, illettrés, etc.) et garantir à ceux-ci l'accès à un dispositif alternatif non stigmatisant
- mettre en place un accompagnement physique à domicile pour les personnes très éloignées des services ou dont la mobilité est entravée.